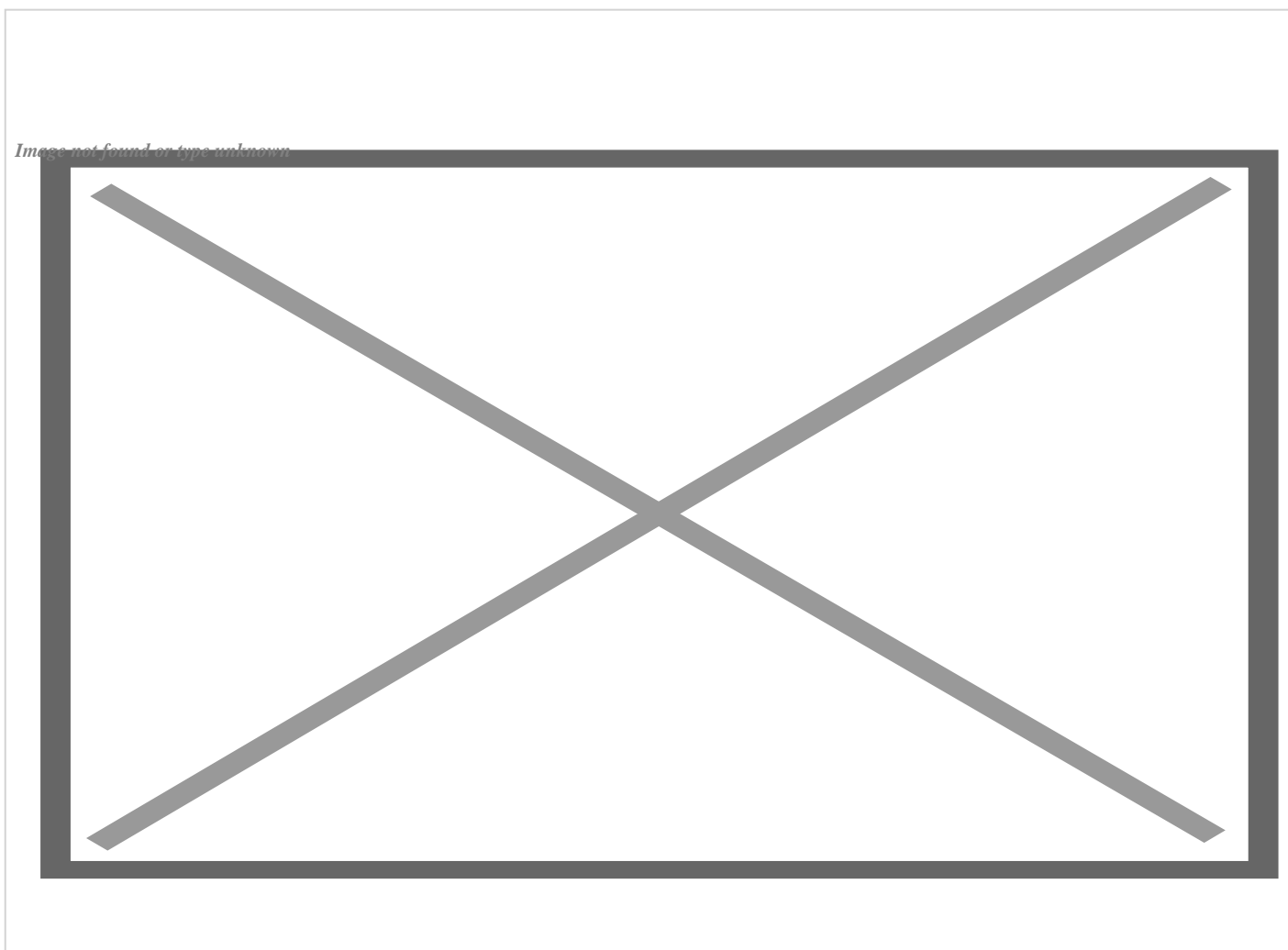


Le scandale engloutit Milei



par María Josefina Arce

Un scandale autour d'une escroquerie virtuelle engloutit désormais Javier Milei qui, depuis son accession à la présidence de l'Argentine en décembre 2023, n'a cessé d'être sous les feux de la rampe pour sa politique économique remise en cause et son alignement total sur l'administration du président américain Donald Trump.

Le président argentin a suggéré ces derniers jours sur ses réseaux sociaux d'investir dans une crypto-monnaie appelée Libra, qui a déplacé des millions de dollars en quelques minutes et s'est rapidement effondrée, affectant des dizaines de milliers de personnes.

Suite au tollé, Milei a supprimé le message, qui est néanmoins resté plusieurs heures sur ses réseaux sociaux et a conduit de nombreuses personnes à s'interroger sur le rôle qu'a réellement joué le président.

Les Argentins se posent de nombreuses questions : Milei savait-il ce qu'il faisait ou s'agissait-il d'une attitude irresponsable de la part d'une personne de pouvoir et également économiste, et comment est-il possible que son équipe juridique et technique ne l'ait pas averti qu'il pouvait enfreindre la loi ?

Ce qui est certain, c'est qu'une fois de plus, la controverse secoue la société argentine. De plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer un procès en destitution contre Milei.

L'implication présumée du président dans un tel crime a été qualifiée d'extrêmement grave par les députés d'Unión por la Patria, qui ont déclaré qu'il s'agissait d'un scandale sans précédent.

Au cours des dernières heures, des organisations syndicales se sont jointes à la demande de destitution. La CTA, Central de Trabajadores de Argentina, et la CTA Autónoma ont accusé Milei d'avoir profité de son rôle institutionnel et de sa communication officielle pour promouvoir une escroquerie qui a touché un grand nombre de personnes au profit de quelques-unes.

La Casa Rosada a tenté, en vain, de disculper le chef de l'État, mais pour beaucoup, l'argument selon lequel il n'a fait qu'une erreur, poussé par l'enthousiasme, n'est pas crédible, tout en soulignant que les liens entre le parti au pouvoir, La Libertad Avanza, et les promoteurs du projet ne peuvent pas être cachés.

Selon certaines informations, plus d'une centaine de plaintes pénales ont déjà été déposées contre Milei, allant de la fraude aux négociations incompatibles avec la fonction politique, en passant par la violation de l'éthique publique.

Selon les rapports, les plaignants ont souligné que dans le passé, lorsqu'il était législateur, Milei avait déjà promu ce type d'investissement.

Il faudra attendre les développements des prochaines heures, mais ce qui est certain, c'est que la société argentine est choquée par ce scandale et exige une enquête approfondie

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/377076-le-scandale-engloutit-milei>



Radio Habana Cuba